



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la recherche

Question au Gouvernement n° 1212

Texte de la question

CRÉDITS DE LA RECHERCHE

M. le président. La parole est à M. Pierre Cohen, pour le groupe socialiste.

M. Pierre Cohen. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Nul n'a le monopole de l'intelligence ou du cœur !

M. Claude Goasguen. C'est vrai !

M. Pierre Cohen. Si certains font le pari de gagner les défis du monde de la recherche, vous avez choisi la voie du mépris. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Face à la colère sans précédent du monde de la recherche, vous avez apporté des réponses dérisoires.

M. Guy Teissier. Voilà le clown !

M. Pierre Cohen. Rien ne laisse penser aujourd'hui que vous êtes prêts à revenir sur vos erreurs successives. Vous avez asphyxié les laboratoires, en réduisant drastiquement les budgets. Vous avez supprimé des postes de chercheur tout en sachant que ceux-ci sont nécessaires pour attirer nos jeunes talents afin qu'ils s'engagent dans l'aventure du savoir au lieu de fuir à l'étranger.

Monsieur le Premier ministre, vous mettez à mal, de manière définitive et irréversible, la recherche française...

M. Michel Bouvard. Lisez le rapport de la Cour des comptes !

M. Pierre Cohen. ... en précarisant des postes et en réduisant le nombre d'emplois de demain dans les organismes de recherche et dans les universités.

Vos annonces, vous le savez bien, madame la ministre, qualifiées de miettes par les chercheurs, consistent à combler les coupes claires auxquelles vous avez procédé en 2002 et 2003 ! Et proposer, timidement, la création de 120 postes alors que vous en avez supprimé 550 dans ce budget n'est pas sérieux.

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est honteux !

M. Pierre Cohen. Toute la profession vous l'a fait savoir. Ayez le courage de revenir en arrière. Vous devez accepter le préalable proposé par les chercheurs de maintenir ces 550 postes. C'est bien le minimum au regard des promesses électorales que vous avez faites aux restaurateurs et aux chefs d'entreprise !

M. le président. Posez votre question, monsieur Cohen.

M. Pierre Cohen. Si, d'aventure, vous acceptiez cette revendication, seriez-vous prêt, monsieur le Premier ministre, à organiser de véritables assises de la recherche ? (« *La question !* » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Il faudrait demander d'abord aux conseils régionaux nouvellement élus et à leurs comités consultatifs de la recherche de réunir, dans cette perspective, les personnels de la recherche, les citoyens et les élus pour débattre de la place de la recherche. (« *La question !* » « *La question !* » sur les bancs de l'Union pour un

mouvement populaire.)

Il conviendrait, ensuite, de préparer la future loi d'orientation au niveau national.

M. le président. Merci, monsieur Cohen.

M. Pierre Cohen. Etes-vous capable, monsieur le Premier ministre, de tenir ce pari de l'avenir ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies.

Mme Claudie Haigneré, ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Monsieur le député, j'ai écouté vos remarques et j'ai entendu le concert des Cassandre. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Le Gouvernement serait là pour étrangler la recherche et, selon vous, les mesures pour les jeunes seraient dérisoires. Voilà bien un pétard mouillé ! Je ne partage pas votre mépris. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Il n'est pas digne de l'inquiétude de la communauté des chercheurs.

En réponse à M. Lasbordes, j'ai indiqué que l'engagement de l'Etat prévoyait 300 millions d'euros pour la recherche, 120 postes supplémentaires de chercheur fonctionnaire, 550 contractuels, de meilleures rémunérations. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Voilà des gestes concrets !

Les salaires sont certes plus élevés aux Etats-Unis. Mais qu'avez-vous fait pendant toutes les années où vous étiez au pouvoir pour revaloriser ces carrières et rajeunir les effectifs ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Vous avez créé des postes de fonctionnaires sans perspectives de carrière et sans reconnaissance des chercheurs. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Jean Marsaudon. La gabegie !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Les moyens de base des laboratoires sont insuffisants : pourquoi avoir attendu 2001 pour les augmenter et avoir engagé des programmes sans dégager les crédits de paiement correspondants ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Vous réclamez davantage de moyens, mais vous ne faites aucune proposition de réforme.

M. Nicolas Forissier. Aucune !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Vous savez bien que le problème ne se réduit pas à la seule question des moyens. Ainsi la compétition est désormais internationale. De grands pays sont en train d'émerger. Nous devons nous mobiliser en faveur de l'attractivité de la recherche et donner des perspectives aux jeunes. J'y travaille en relation avec la confédération des jeunes chercheurs qui m'a remis un dossier proposant des mesures correctrices.

M. Alain Néri. Atterrissez !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Avec M. Delevoye et M. Fillon, nous nous attachons à répondre aux questions qu'ils vous ont posées il y a déjà quelques années déjà.

M. Henri Cuq. Et ils n'y ont pas répondu !

M. le président. Monsieur Cuq !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Je proposerai, avec le Président de la République et le Premier ministre, une loi de programmation et d'orientation pour avancer, alors que rien

n'a été fait depuis vingt-deux ans.

Nous proposons des réformes. Vous n'avez pas, nous n'avons pas le monopole de l'intelligence. Ces réformes n'ont pas pour but de casser la recherche. Quelle inconscience cela serait !

M. Alain Néri. Atterrissez !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Vous connaissez la recherche et l'importance des réformes à accomplir pour faire évoluer le système mais j'attends en vain des propositions constructives de l'opposition.

Sachons reconnaître aussi les succès et je sais à quel point vous y êtes sensible. Il n'y a pas de fatalité.

Aujourd'hui, grâce à l'engagement du Gouvernement, Ariane V a mis sur orbite Rosetta. Ce sont nos équipes françaises, le CNES, nos industriels, nos scientifiques qui participent à cette belle aventure européenne !

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) C'est une superbe réussite.

Le Gouvernement met tout en oeuvre pour réussir. C'est ainsi que nous avancerons. Les résultats seront au rendez-vous ; nous nous y engageons ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cohen](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1212

Rubrique : Recherche

Ministère interrogé : recherche

Ministère attributaire : recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mars 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 mars 2004